



**Congrès canadien  
sur l'investissement socialement responsable**

**La finance socialement responsable  
Un choix possible et nécessaire  
Un choix gagnant**

Clément Guimond  
coordonnateur général  
Caisse d'économie solidaire Desjardins

**Toronto  
13 juin 2005**



**Desjardins**  
Caisse d'économie solidaire

Trois mots : finance — socialement— responsable.

Pris isolément, ces trois mots ne font sourciller personne. Mis ensemble, ils renversent les concepts établis. Affrontent les mythes et les préjugés.

La finance peut-elle être socialement responsable?

Notre réponse est OUI.

La finance socialement responsable est non seulement un choix possible, elle est un choix nécessaire. Elle est un choix gagnant.

J'en prends à témoin trois histoires et leurs principaux enseignements.

## **Commençons d'abord par l'histoire de la Caisse d'économie solidaire**

1971. Dans la mouvance de mai 68, des militants de la CSN — une des plus importantes organisations syndicales au Québec — portés par le cri de l'autogestion, ont deux objectifs en tête :

1. contrôler l'utilisation de leur argent en la mettant au service de l'amélioration des conditions de vie des travailleuses et des travailleurs;
2. créer un réservoir financier dédié à soutenir le développement de l'action collective solidaire au Québec.

Ces militants souhaitaient démontrer qu'il était possible de produire, de développer, de travailler, de consommer autrement en faisant économiquement autrement. Leur projet était dans les faits un projet politique qui aspirait à renouveler la démocratie en arrimant le social aux pratiques économiques.

### **Un défi relevé**

Partie de 1600 membres, en 1970, et d'un modeste actif de 200 000 \$, notre caisse regroupe en 2005, plus de 10 000 membres. Elle possède un actif de plus de 360 M\$ et gère un volume d'affaires de 700 M\$.

En plus de 30 ans, elle a connu une croissance distinctive en se dédiant au financement et à l'accompagnement de projets collectifs, tout en affichant une rentabilité comparable à la rentabilité moyenne des caisses chez Desjardins.

Pour donner un aperçu de l'étendue de son action, au cours des dix dernières années, elle a rendu disponibles plus de 500 M\$ en financement de projets collectifs qui visent à répondre à des besoins profondément humains : logement social, habitation communautaire, ressourceries, maisons de jeunes et de femmes, centres à la petite enfance, centres d'insertion en emploi, théâtres, maisons de la culture, centres de loisirs, médias communautaires, formation, revitalisation des économies locales, coopératives funéraires, luttes syndicales...

L'an dernier, pour la première fois de son histoire, elle a dépassé le cap des 100 millions de nouveaux crédits en dégagant 118 M\$ pour le financement d'entreprises collectives. Son Fonds de soutien à l'action collective solidaire — un fonds exclusif à notre caisse qui recueille de l'épargne solidaire — s'est porté garant à l'égard de plusieurs projets pour un montant de 650 000 \$. Et cette année, nous verserons 750 000 \$ dans le Fonds d'aide au développement du milieu.

### **Un outil crédible, efficace et concurrentiel**

Chemin faisant, nous avons réussi à constituer, en amont, un outil crédible, efficace et concurrentiel pour créer des passerelles gagnantes entre l'économique et le social. En nous confiant leurs épargnes, les membres font d'une pierre trois coups :

- ils bénéficient d'une sécurité financière identique aux autres institutions financières;
- ils obtiennent un rendement comparable à ce qui existe sur le marché;
- ils contrôlent l'utilisation de leur argent en l'orientant vers des projets à valeur sociale ajoutée.

Après toutes ces années passées sur le terrain, nous pouvons affirmer avoir relevé le défi que sous-tendait les objectifs fondateurs : faire servir l'épargne institutionnelle à une fin engagée. Cela ne s'est pas fait par magie. Il a fallu convaincre. Organiser la convergence. Créer des terrains communs d'innovation.

Aujourd'hui, notre caisse accompagne près de 8000 individus et plus de 2200 associations, organisations et entreprises collectives qui représentent quelque 25 000 emplois au Québec. Ces nombreuses personnes et organisations utilisent notre circuit pour la gestion de leurs affaires courantes et de leur patrimoine. Cela va de la simple hypothèque à une gestion socialement responsable des avoirs, au financement de projets collectifs en passant par de nombreuses autres initiatives collectives ou encore des services et des produits financiers qui engagent nos compétences et notre expertise dans la finance solidaire.

Notre plus grande force, nous la tirons de la synergie et de la complémentarité que nous avons réussi à établir avec nos réseaux porteurs : syndical, communautaire ou associatif, culturel, coopératif. Elle nous vient aussi de la convergence que nous avons su organiser entre des secteurs oeuvrant habituellement en silo ou en tension. Que ce soit le milieu syndical, le monde financier ou le mouvement écologique.

### **Faire de la banque autrement**

Vous l'aurez deviné, nous sommes fiers du chemin parcouru. Nous le sommes d'autant plus que nous l'avons accompli en mettant en avant une mission engagée qui rejette l'approche bancaire conventionnelle. Pour nous, faire de la banque c'est un moyen. Celui de créer du développement, du lien et de l'équité.

Partant de cet autre regard, notre travail de banquier s'est fondé sur une approche humaniste, démocratique et solidaire. Sans cet autre regard, plusieurs entreprises que nous accompagnons auraient difficilement pu voir le jour. C'est cette approche qui nous a permis, entre autres, d'accueillir les quatre saltimbanques à l'origine du Cirque du soleil; de soutenir le théâtre de création au Québec; d'être le banquier complice des coopératives Inuit dans le Grand-Nord québécois; de développer avec le mouvement coopératif un patrimoine collectif d'habitation; de structurer, en lien avec la CSN, le secteur ambulancier québécois en un réseau coopératif.

Dans le corridor très étroit et concurrentiel de la finance, notre manière de réussir tient à trois clés :

- affirmer avec force notre mission;
- véhiculer la responsabilité globale de notre institution;
- poser en garantie la qualité de nos réalisations.

Dans notre travail quotidien, les valeurs que nous portons, les idées que nous mettons en avant et les compétences que nous rassemblons se révèlent être nos meilleurs atouts.

## **Deuxième histoire**

### **Une famille : les outils d'intervention socio-économique mis sur pied à l'initiative de la CSN**

Il y a au Québec des acteurs majeurs qui pèsent de tout leur poids pour que le développement économique s'arrime au progrès social. C'est le cas de la Confédération des syndicats nationaux qui regroupe à elle seule plus de 300 000 travailleuses et travailleurs dans les secteurs privé et public. Au fil des ans, cette centrale syndicale a mis en place une série d'outils d'intervention avec l'intention de gagner une plus grande prise sur l'amélioration des conditions de vie, sur le travail, sur l'épargne collective et sur l'emploi. Au nombre de ces outils, on retrouve notre caisse qui est au service des syndicats, de la culture et de l'économie sociale et solidaire, un Fonds de capital de développement visant la gestion participative et les investissements socialement responsables, un régime collectif d'épargne salariale contrôlé par les travailleurs, un groupe de conseils en gestion et en propriété collective, des services de formation économique aux employés.

Ces outils d'intervention font en sorte que les épargnes collectives des travailleuses et travailleurs contribuent au mieux-être des épargnants et au développement de l'emploi. Ils couvrent un large spectre d'opérations économiques ayant pour but :

- d'appuyer la capacité des travailleuses et travailleurs à formuler des alternatives et des solutions aux difficultés de leur entreprise en mettant en avant une capacité d'investissement collective et des propositions quant à la gestion;
- de participer activement au développement de l'économie sociale et solidaire et locale dans une perspective de développement durable;
- d'intervenir économiquement sur une base collective pour le maintien et la création d'emplois;
- de participer au développement d'outils financiers et d'entreprises socialement responsables;
- de mieux faire comprendre aux travailleuses et travailleurs la situation économique et financière des entreprises dans lesquelles ils oeuvrent.

Ces outils d'intervention économique travaillent en coopération avec l'ensemble des réseaux nationaux de développement de l'économie sociale et solidaire au Québec ainsi qu'avec de nombreux partenaires économiques partageant les mêmes valeurs dans divers pays.

L'expérience de cette centrale syndicale démontre que l'économie n'est pas exclusive aux gens d'affaires, aux économistes et aux financiers mais qu'elle est plutôt une sphère publique et collective. Il y a dans l'action syndicale de la CSN un puissant message, celui qu'il est possible de transformer des pratiques financières et économiques et une volonté d'installer à demeure une autre conception du développement.

## **Troisième histoire : L'économie sociale et solidaire au Québec**

L'économie sociale et solidaire au Québec émerge d'un courant réformiste social qui remonte à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et qui est porteur d'initiatives de démocratisation de l'économie. Cette économie s'est d'abord enracinée dans des zones rurales, les régions ressources, dans des coopératives forestières et des coopératives maritimes. Elle s'est installée là où le capital anglo-saxon ne pénétrait pas. Le mouvement coopératif est vite devenu le moyen de renforcer

la présence francophone dans l'économie. C'est dans cette mouvance qu'Alphonse Desjardins a fondé la première caisse populaire à Lévis. Le succès a été fulgurant. À un point tel que plusieurs ont peine aujourd'hui à associer le mouvement Desjardins à l'économie sociale. D'autres réussites sont aussi marquantes en milieu agricole avec les deux grandes coopératives Agropur dans le lait ainsi que dans le poulet et le porc. Mieux connu sous le nom des garderies à 5\$, aujourd'hui à 7\$, le fleuron des dernières années en économie sociale, c'est le réseau des centres de la petite enfance.

Depuis les années 60, le Québec a été un terrain fertile pour le secteur associatif qui se révèle fort dynamique. Il couvre plusieurs activités qui vont de l'habitation, aux services aux personnes, à la formation, à la culture, au développement de la main-d'œuvre, aux loisirs, à l'environnement. Tous ces organismes se sont donné avec le temps leurs propres réseaux fonctionnant selon leurs réalités sectorielles.

L'économie sociale et solidaire a connu un regain dans la mouvance du Sommet de l'économie et l'emploi, tenu en 1996. Sa contribution originale à la création d'emplois et à la prestation de services dans la communauté y a été enfin reconnue.

Au Québec, l'économie sociale et solidaire représente 7 151 entreprises, 124 302 emplois et un chiffre d'affaires de 17,2 G\$, ce qui équivaut à 6,5% du produit intérieur brut du Québec.

L'économie sociale et solidaire est devenue un acteur incontournable dans la construction d'une économie plurielle et un actif pour l'évolution économique du Québec. Nous sommes persuadés que miser sur le dynamisme que peut induire l'action combinée des acteurs publics, des acteurs de l'économie sociale et solidaire et des acteurs de l'économie privée est une stratégie gagnante. Pourquoi? Parce qu'on introduit ainsi plus de dialogue et de démocratie, plus d'éthique et de transparence dans l'économie. On a qu'à penser aux dégâts causés par le scandale des commandites et les scandales financiers d'Enron ou de Worldcom pour se convaincre que les questions d'éthique, de transparence et de responsabilité sont des enjeux cruciaux et déterminants dans le processus de réhabilitation du monde politique et du milieu financier aux yeux des citoyens.

## **De ces trois histoires et des enjeux auxquels nous sommes collectivement confrontés, que retenons-nous pour une finance que nous voulons responsable?**

**D'abord deux constats.**

**Premièrement : l'augmentation de la richesse économique n'est pas un gage de progrès social.**

Alors que la richesse produite dans le monde s'est considérablement accrue, les inégalités explosent. Le développement économique fondé exclusivement sur une dynamique de croissance comme moyen de répartir la richesse ne tient pas la route. Il révèle un modèle destructeur qui engendre des poches de pauvreté et des tensions extrêmes entre les pays et à l'intérieur même des populations des pays. Ce modèle n'est pas compatible avec la résolution des problèmes sociaux. Il demeure étranger à notion de responsabilité comprise dans la recherche du bien commun.

## **Deuxièmement : apprendre à développer et à consommer sans détruire**

Nous avons longtemps cru en l'immutabilité de la planète. Or, celle-ci se révèle d'une grande fragilité. Principalement parce que le développement économique qui est pratiqué est établi sur une croissance prétendue sans fin et une consommation irresponsable. Devant une planète qui demande grâce, il faut apprendre à développer et à consommer autrement. La conscience de la finitude de notre planète est dans ce sens révolutionnaire. Pour assurer la survie de notre espèce et préserver la qualité de la vie, nous devons innover en respectant les limites écologiques de la Terre, les limites sociales des communautés et les limites économiques des marchés. Cette conscience interpelle la responsabilité des citoyens comme des pouvoirs publics, des acteurs de l'économie libérale et marchande, du milieu financier, du monde de l'économie sociale et solidaire.

## **À ces deux constats, nous ajoutons quatre enseignements.**

### **Le premier : *Il faut renouveler nos rapports à l'argent.***

L'argent n'est pas qu'un véhicule du capital. Il peut être un outil pour tisser du lien social et donner aux personnes et aux communautés les moyens de vivre dignement. Il est nécessaire de réintroduire des rapports de réciprocité et de solidarité dans l'utilisation de l'argent, en remplacement des rapports de domination, d'inégalités et de recherche effrénée du profit. Notre manière de répondre et de satisfaire les besoins des consommateurs, des investisseurs, des épargnants, des entrepreneurs et des citoyens doit pouvoir mieux porter ces valeurs. Si de plus en plus de citoyennes et citoyens consomment de manière responsable, c'est qu'ils peuvent ainsi donner du sens à l'argent et l'orienter vers ce qu'ils jugent socialement utile et responsable.

### **Le deuxième : *Nous devons oser faire les choses autrement***

« *La seule chose qui puisse être fatale à l'homme, c'est de croire à la fatalité* », a dit un jour le philosophe autrichien Martin Buber. Il nous faut réfléchir ensemble sur différents aspects du développement de notre société pour se demander comment faire les choses autrement et s'y engager. Il faut revoir nos habitudes de consommation et de production. Accepter de remettre en question des théories et des pratiques établies. Savoir accueillir les nouveaux besoins. Imaginer d'autres modes de vie que l'American way of life, ce à quoi plusieurs Américains soucieux de l'avenir de la planète réfléchissent.

Dans un monde qui tend à réduire la finance et la consommation à des choix individuels, nous devons réussir à recréer les liens existant entre les gestes quotidiens qui sont de consommer, d'utiliser des moyens financiers et d'organiser la vie en société. C'est une question de cohésion sociale.

### **Le troisième : *Nous devons occuper l'espace économique***

Le mouvement de la finance socialement responsable ne constitue pas un laissez-passer pour la marginalité. Ce mouvement est porteur d'un projet généreux qui procède d'une toute autre logique que celle de l'économie marchande. Il constitue une approche constructive d'opportunités. Il ne faut pas avoir peur de ratisser large. Ce mouvement n'existe pas pour prendre l'espace économique des autres ou que les autres ne veulent pas, il existe pour entreprendre et développer autrement.

Nos valeurs — même dans le monde matérialiste dans lequel nous vivons où tout tend à se marchandiser — ne constituent pas un facteur de risque. Au contraire. Quand on met plus de démocratie, d'équité et de solidarité dans le développement, quand nous respectons les limites

écologiques de la terre, nous favorisons une meilleure gestion des risques. Nous montrons qu'il est possible de reconstruire du lien social. Nous garantissons aux générations futures la satisfaction de leurs besoins et aspirations.

**Le quatrième : *Nous devons avoir une vision solidaire de l'avenir de l'humanité***

Les projets qui façonnent le développement des collectivités sont portés par des valeurs. Ce sont elles, les véritables piliers du développement. Faire économiquement autrement, c'est avoir la capacité de rêver globalement l'humanité. De mettre l'imagination en action pour créer de la richesse intelligente et humaine. Ce sont ces valeurs qui permettent aux hommes et femmes de vivre dignement et qui sont porteuses d'avenir, non celles qui réduisent l'être humain à l'état de machine en l'enfermant dans un égoïsme destructeur qui le pousse à être toujours plus productif, plus puissant, plus performant. Et pour certains, toujours plus riche.

Pour conclure, permettez-moi de reprendre ce que disait, avec justesse, Oscar Wilde:

« *La sagesse, c'est d'avoir des rêves assez grands pour ne pas les perdre de vue lorsqu'on les poursuit* ». Ce qui peut retarder la progression de notre mouvement, ce n'est pas l'audace de nos propositions, nous en sommes convaincus. Face à des propositions claires et cohérentes, le consommateur citoyen saura toujours nous surprendre. Faisons confiance à l'intelligence citoyenne et nous gagnerons avec elle.